

NOVEMBRE 2021

RAPPORT D' ANALYSE DE CONFLIT – BAKALA

PROJET RELSUDE



ACTED



RESUME EXECUTIF

Ce rapport s'inscrit dans le projet RELSUDE, pour lequel Concordis International a été demandé d'effectuer l'analyse des conflits et des perceptions des communautés afin d'informer les partenaires du consortium et d'ancrer leurs activités dans les diverses réalités de 11 villes ciblées au sud-est de la République centrafricaine. Au regard de l'absence des communautés musulmanes, y compris des communautés peuhles dans la localité, la totalité des participants à la consultation étaient issue des communautés chrétiennes.

La crise militaro-politique de 2012-2013 a touché la localité. Dès lors que la coalition Séléka a occupé les fonctions de l'État, les chantiers miniers dans la zone ont attiré l'attention des groupes armés. Suite à la fragmentation de la Séléka, l'Unité pour la paix en Centrafrique (UPC) a repris le contrôle de la ville. Fin 2016, le Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC) a attaqué la localité et a réussi, après plusieurs mois de combats, à déloger leurs prédécesseurs. Les Anti-Balaka se sont organisés et ont parfois réussi à occuper une partie de la localité.

Fin 2017, un contingent burundais de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA) s'est installé et a entamé des dialogues avec le FPRC aboutissant à leur départ. En 2019, la MINUSCA a réduit son intervention, sa présence devenant ainsi partielle. En conséquence, l'UPC a réussi à se réinstaller en juin 2019 et d'y rester jusqu'à l'arrivée des FACA et leurs alliés. Ces événements ont été combinés avec des hostilités régulières autour des chantiers miniers à 30 kilomètres de la ville.

Actuellement, les deux centres de Bakala – un de chaque côté de la rivière Ouaka – sont sécurisés par les Forces armées centrafricaines (FACA) et leurs alliés. Lors des consultations, les groupes armés étaient toujours actifs dans la périphérie et dans les chantiers miniers, limitant la libre circulation des habitants ; cependant, ils avaient perdu leur capacité d'intervenir dans les deux centres de Bakala. Les habitants se montrent positifs envers cette évolution et espèrent que la circulation vers le reste de la zone sera bientôt possible aussi.

Les groupes armés sont généralement perçus comme des sources d'insécurité et de division. Cependant, la relation avec les Anti-Balaka est plus complexe. Ces derniers sont actuellement en majorité au niveau des chantiers miniers qu'ils partagent avec l'UPC, avec qui ils sont maintenant en coalition. Ils maintiennent également leurs armes dans la localité, posant un risque d'hostilités pour l'avenir.

Les répondants distinguent les communautés *musulmanes* des communautés *peuhles*. Ces derniers sont souvent associés à leur activité, notamment l'élevage bovin. Bien qu'il y ait eu une bonne relation entre eux dans le passé, l'arrivée et les exactions de l'UPC – à majorité peuhle – ont fortement endommagé la confiance entre ces communautés. Actuellement, les communautés peuhles ne fréquentent plus le centre de Bakala, par peur d'altercation avec les habitants ou les alliés des FACA. Des activités sont en cours pour faciliter leur retour.

Les autres communautés musulmanes auraient déjà quitté la localité avant la crise, à la recherche d'opportunités économiques autour des sites miniers du centre du pays. Ces derniers sont toujours présents autour des chantiers à 30 kilomètres au nord de la localité, occasionnant des échanges commerciaux occasionnels.

Les violences récurrentes ont poussé beaucoup d'habitants à quitter leurs maisons et champs, parfois à multiples reprises, détruisant leur résilience. Il y a aussi des personnes déplacées des villes et villages aux alentours de Bakala. La plupart maintiennent de bonnes relations avec la communauté hôte ; cependant, ils vivent dans des conditions difficiles.

Dans le passé, l'économie locale profitait de la présence des chantiers miniers et des échanges avec les éleveurs transhumants. Les commerçants avaient accumulé un capital et les agriculteurs investissaient dans les petits ruminants, parmi d'autres stratégies de résilience. La crise a détruit ces avancées et l'entrave persistante à la libre circulation les empêchent de les reconstruire. La production est faible, le marché manque de denrées, les acteurs externes comme les éleveurs ne viennent plus et les artisans miniers sont fortement taxés.

Les échanges intercommunautaires ont légèrement repris mais sont limités par cette situation. Ils sont indispensables pour la subsistance de la localité. De ce fait, les habitants demandent de les promouvoir.

Il y a eu relativement peu d'implication de la société civile durant la crise. Le plus grand rôle dans l'apaisement et la stabilisation de la localité est attribué à la MINUSCA et la Plateforme qu'elle a mis en place pour les dialogues et les sensibilisations. L'organisation non-gouvernementale internationale (ONGI) COOPI a récemment mis en place le Comité de paix et de réconciliation (CLPR).

Les répondants ont émis un grand nombre de recommandations lors de la consultation. L'essentiel, pour eux, est d'améliorer leurs conditions de vie ensemble avec les autres communautés. Pour y arriver, ils préconisent un rétablissement de la cohésion sociale, une relance de l'économie locale et la libre circulation. Plus précisément, ils ont demandé de :

- Rétablir la **cohésion sociale** :
 - Avec l'appui des ONG et à travers les organisations de la société civile (OSC), organiser des **dialogues intercommunautaires** inclusifs ;
 - Convaincre les **communautés peuhles à revenir** dans les centres.
- Organiser un **relèvement économique** :
 - Miser sur les **formations professionnelles** permettant aux habitants de développer leurs compétences ;
 - **Développer l'activité économique** à travers des projets soutenant les activités génératrices de revenus (AGR), créant de l'emploi comme Cash for Work, fournissant des moyens de financement et le matériel de départ.
- Faciliter la **libre circulation** :
 - Assurer la **sécurité** sur les axes à travers les **forces de l'ordre**, avec l'appui de la police, de la gendarmerie et en **désarmant les groupes armés** ;
 - Aménager l'**infrastructure** routière – pour faciliter le transport des marchandises – mais aussi un marché, un pont et un réseau téléphonique ;
- Améliorer l'accès aux **services publics**.
- Soutenir les **personnes déplacées**.

TABLE DES MATIÈRES

Résumé exécutif	1
Table des matières.....	4
Abbréviations.....	5
Introduction.....	6
Analyse de conflit pour Oxfam & RELSUDE	6
Méthodologie	6
Bakala	7
Situation politique, ordre public et sécurité	9
Histoire des tensions à Bakala	9
Situation actuelle	10
Femmes.....	11
Acteurs dans les conflits.....	11
Identités, groupes armés et cohésion sociale	13
Relations avec les groupes armés	14
Réfugiés – déplacés	14
Économie locale	16
État actuel	16
Échanges intercommunautaires.....	17
Initiatives locales & endogènes à la résolution de conflit	18
Femmes.....	19
Acteurs dans la gestion des conflits, la réconciliation et la consolidation de la paix.....	19
Comité local de paix et réconciliation (CLPR).....	19
Plateforme (mise en place par MINUSCA)	20
Organisation des femmes centrafricaines (OFCA).....	21
Conseil sous-prefectorale de Jeunesse.....	21
Recommandations	22
Cohésion sociale.....	22
Retour des peuhls	23
Relance économique.....	23
Formation professionnelle.....	23
Développer les activités économiques.....	23
Libre circulation	23
Sécurité.....	23
Infrastructure	24
Services publics.....	24
Soutien aux déplacés.....	24
Annexes.....	25

ABBREVIATIONS

CLPR – Comités locaux de paix et de réconciliation

CSPJ – Conseil sous-préfectoral de la jeunesse

DDR – Désarmement, Démobilisation et Réintégration

FACA – Forces armées centrafricaines

FPRC – Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique

FSI – Forces de sécurité intérieures

MINUSCA – Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique

OFCA – Organisation des femmes centrafricaines

ONG – Organisations non-gouvernementales

ONGI – Organisations non-gouvernementales internationales

OSC – Organisation de société civile

RDC – République Démocratique du Congo

UPC – Unité pour la paix en Centrafrique

INTRODUCTION

ANALYSE DE CONFLIT POUR OXFAM & RELSUDE

Le projet RELSUDE réunit six ONGI (Oxfam, Concern, COOPI, Agora et Free Press Unlimited sous l'égide d'ACTED) afin d'œuvrer en faveur du relèvement socio-économique et de la réconciliation dans la zone du sud-est de la République centrafricaine. Dans ce cadre, Oxfam a contracté Concordis International pour effectuer des consultations portant sur l'analyse de conflits et la compréhension des perceptions des communautés et les acteurs locaux afin d'informer les activités des partenaires et de les ancrer dans les situations diverses des différentes villes ciblées.

Concordis International a mené ses consultations dans 11 villes du sud-est, à savoir Bria, Ouango, Zemio, Mobaye, Obo, Kouango, Gambo, Alindao, Kembe, Bakala et Satema. Dans chaque ville, la même méthodologie a été appliquée afin de comprendre les réalités spécifiques des relations entre communautés (ethniques, religieuses ou autre). Ces réalités dépendent des conceptions des répondants eux-mêmes, de leurs expériences des conflits et de leurs perceptions des différents acteurs qui influent sur leur quotidien. L'objectif est de comprendre les perceptions, les expériences, et les besoins en matière de sécurité des communautés, ainsi que leurs relations avec les instances de sécurité – avec une attention spécifique pour les voix des femmes et des jeunes.

L'étude servira de base pour l'élaboration et la mise en œuvre de plans de solidarité communautaire par les OSC et Comités Locaux de Paix et de Réconciliation (CLPR) des 11 localités analysées avec l'appui des membres du consortium. Afin de préparer cette prochaine étape, Concordis International a organisé une formation pour ces acteurs sur la collecte de données et l'élaboration des plans d'action pour la solidarité intercommunautaire. Pour ces derniers, un plan d'action est élaboré de façon collaborative pour chaque localité avec les participants de la formation.

MÉTHODOLOGIE

Ces consultations visent à donner la parole aux communautés souvent mises à l'écart dans le processus d'analyse de conflit. De ce fait, une attention particulière est portée aux femmes et à la jeunesse, avec la conscience que les besoins distincts de chaque groupe nécessitent une approche distincte.

Concordis International adopte une méthodologie d'analyse rigoureuse, s'efforçant à valoriser les propos des interlocuteurs interrogés sans biais ni inductions. Ce rapport aborde les causes structurelles du conflit, les initiatives locales et endogènes à la résolution du conflit et des recommandations faites par les répondants.

L'analyse qualitative repose sur des groupes de discussion avec des segments de population ciblés ainsi que des entretiens individuels semi-directifs avec des acteurs clés de la localité et/ou des conflits. Afin d'assurer l'inclusion des diverses communautés susmentionnée, l'accent a été mis sur les groupes ou associations de femmes, de jeunes, de certains corps de métiers, entre autres.

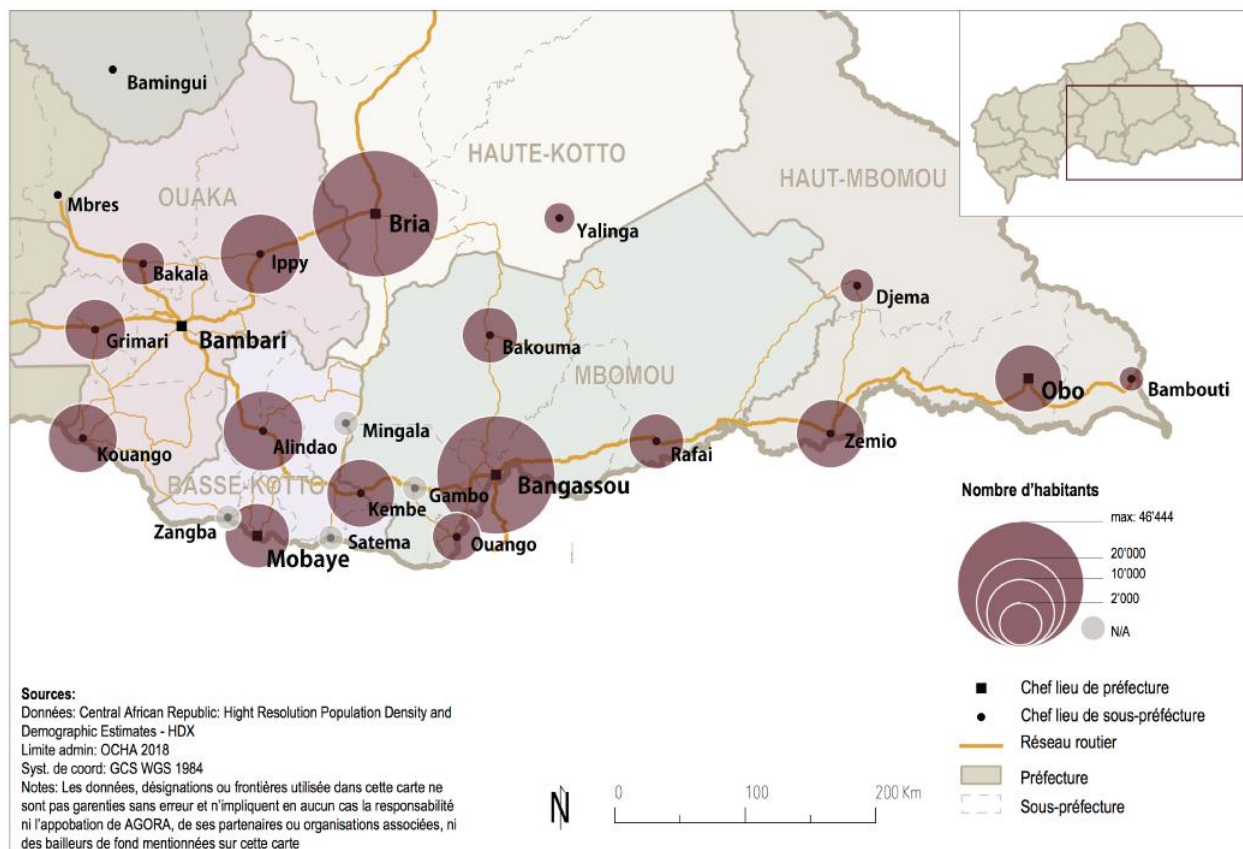
Les entretiens individuels permettent d'approfondir les questions qui n'ont pu être davantage détaillées en groupe pour des raisons sociales ; mais aussi pour identifier des perceptions partagées entre les membres proéminents des communautés voire des groupes armés et les communautés elles-mêmes.

Une explication complète de la méthodologie se trouve en annexe.

BAKALA

Bakala est une localité minière de la sous-préfecture de Ouaka à 70km de Bambari, peuplée à majorité de l'ethnie Banda. La ville est traversée par la rivière Ouaka, la divisant en deux zones urbaines reliées par un bac manuel. Sur la rive droite, le Centre 1 est le centre administratif avec sa mairie et sa sous-préfecture, actuellement sécurisé et contrôlé par la force armée centrafricaine ; tandis que sur la rive gauche le Centre 2 constitue le centre des activités commerciales.

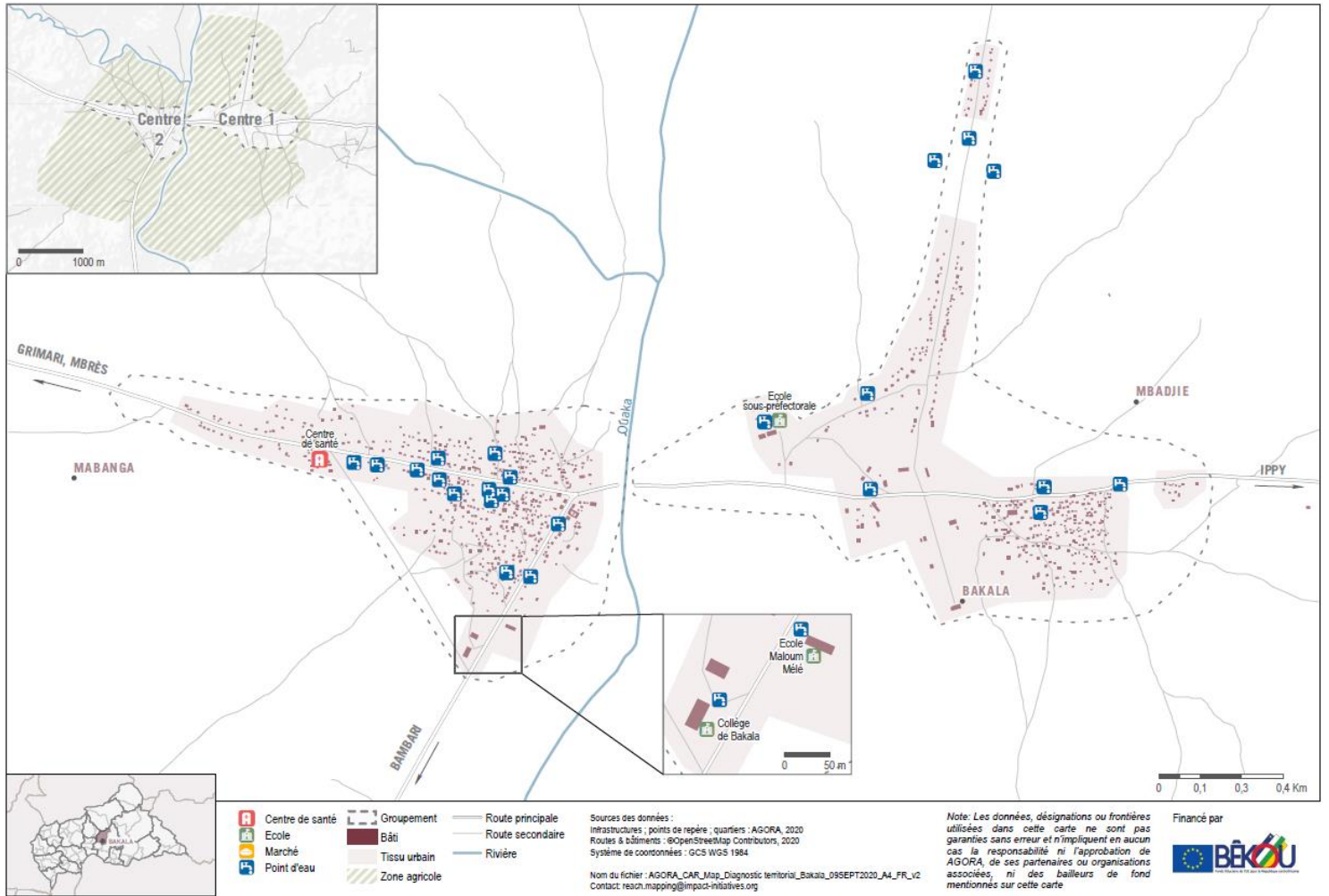
La sous-préfecture de Bakala compterait environ 17 700 habitants d'après un recensement de 2019¹. Les communautés musulmanes étant absentes de la ville, cette consultation n'a pu prendre en compte leurs opinions et messages.



Carte d'estimation de la densité démographique du sud de la République centrafricaine (Agora – 2020)²

¹ Selon les projections OCHA basées sur le recensement de 2003, la population de la sous-préfecture de Bakala atteignait près de 10 300 habitants en 2015.

² AGORA, 2021, 'Plan de Relèvement Local de Bakala, lien : https://www.impact-repository.org/document/impact/0118d4fd/AGORA_CAR_PlanRelèvementLocal_Bakala_Novembre2020.pdf, p.7, consulté le 21/10/21



Carte du centre-ville de Bakala (Agora – 2020)³

³ 'Agora, Carte du centre-ville de Bakala – Diagnostic territorial, 2020, https://www.impact-repository.org/document/impact/55681389/AGORA_CAR_Map_Diagnostic-territorial_Bakala_09SEPT2020_A4_FR_v2.pdf , consulté le 01/11/21'

SITUATION POLITIQUE, ORDRE PUBLIC ET SÉCURITÉ

HISTOIRE DES TENSIONS À BAKALA

Lors de la crise militaro-politique qui a traversé la République centrafricaine en 2012-2013, la coalition Séléka s'est installée à Bakala et s'est accaparée des fonctions de l'État. Sa gestion de la ville est perçue par la population comme aléatoire et marquée par des exactions violentes. Par conséquent, une partie de la population a fui la zone, souvent en direction de Grimari et Bambari.

En réaction aux exactions, des membres des communautés chrétiennes de la zone se sont organisés en Anti-Balaka.

La Séléka s'est scindée en plusieurs groupes, laissant à l'UPC le contrôle de Bakala. En fin 2016 et début 2017, une attaque du FPRC les a poussés à quitter la localité. Lors de ces affrontements, la majorité de la population a dû fuir. Avec l'arrivée des FPRC, une partie des personnes déplacées est revenue, espérant de meilleures conditions de vie. Selon les répondants, leurs attentes n'ont pas été satisfaites, occasionnant une réponse des Anti-Balaka dans la zone.

Plusieurs affrontements ont eu lieu entre les FPRC et les Anti-Balaka, de sorte que le contrôle et la gestion de la ville alternaient entre ces deux groupes. Selon les répondants, les Anti-Balaka ont également commis des exactions sur la population. Ces éléments d'autodéfense ne seraient pas originaires de Bakala même mais seraient venus des villages sur les axes – comme Yaketché, Wawa et Gbakomalepka – en représailles des affrontements autour des sites miniers.

Suite à ces affrontements, le FPRC aurait augmenté les exactions contre la population chrétienne, qu'ils voyaient tous comme des membres des Anti-Balaka, occasionnant de nouveaux déplacements vers les villes plus grandes de la zone.

Les habitants consultés se rappellent d'un retour au calme dans la localité à l'arrivée du contingent burundais de la MINUSCA fin 2017. Ce dernier a entamé un dialogue avec le FPRC, aboutissant après 4 mois au départ du groupe armé de la localité. Suite à leurs activités de sensibilisation et intercommunautaires, une grande partie des personnes déplacées ont commencé à rentrer à Bakala.

Cependant, suite au départ de la MINUSCA en 2019⁴, l'UPC est revenue dans la ville, commettant à nouveau les exactions jusqu'à l'arrivée des FACA et de leurs alliés plus tôt cette année.

La population note l'attrait particulier suscité par les mines d'or et de diamant sur les groupes armés depuis le début de la crise. En 2018, des affrontements entre les groupes armés autour des chantiers miniers de Dodé, à 30 kilomètres au nord de Bakala, ont occasionné de nouveaux flux de déplacements.

Plus tôt en 2021, les FACA sont arrivées avec leurs alliés, chassant les groupes armés dans la périphérie.

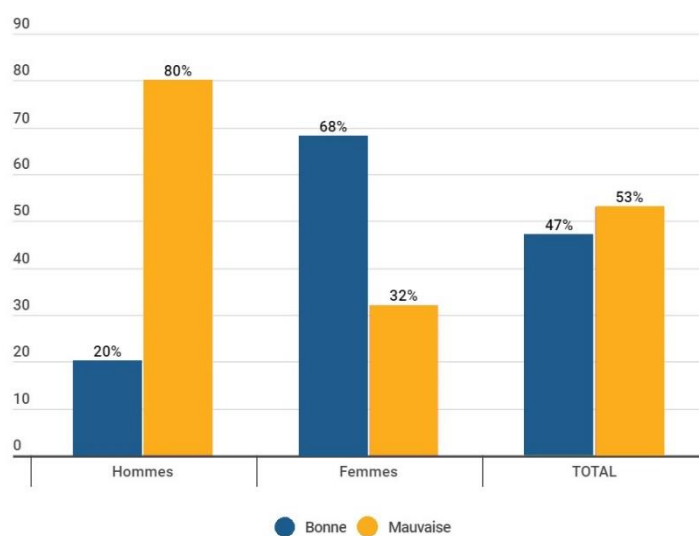
SITUATION ACTUELLE

Depuis leur arrivée plus tôt cette année, les FACA et leurs alliés assurent la sécurité à Bakala. Toutefois, cette sécurité se limite au centre et ne s'étend pas dans la périphérie. La vie publique est gérée par le maire et le sous-préfet – qui venait d'arriver trois mois avant la consultation – soutenus par les chefs de quartier et de groupe. La gendarmerie, la police et les services judiciaires ne sont pas encore effectifs.

Lors des consultations, les groupes armés n'étaient plus actifs dans les deux centres de Bakala : l'UPC a fui suite aux avancés des forces conventionnelles et de leurs alliés. Cependant, elle maintient le contrôle du chantier minier de Dodé et serait aussi présente à 20 kilomètres sur l'axe Mbrès. Dans leurs zones, ses éléments continuent d'ériger des barrages routiers et d'imposer des taxes parmi d'autres exactions parfois violentes. D'autre part, les Anti-Balaka ont déposé les armes, les membres se tournant vers les activités quotidiennes de la localité.

Malgré les améliorations récentes, 53% ont une perception négative de la sécurité, surtout les femmes (68%) qui ne se sentent pas en sécurité. Presque tous expliquent cette insécurité par la présence des groupes armés (96%) et la faible présence de l'État (82%). Parmi les groupes armés, les Séléka (40%) et l'UPC (28%) sont majoritairement tenus comme responsables. Aucun homme et seulement 16% des femmes évoquent les Anti-Balaka sur cette question.

62% des personnes enquêtées – les jeunes en particulier – craignent de devenir victime à l'avenir. Ils ont surtout peur des groupes armés – plus précisément les groupes encore actifs dans la zone. 89% des hommes craignent la violence physique et les rackets tandis que 67% des femmes craignent la violence physique et 42% les rackets. 50% des femmes craignent la violence sexuelle.



'Comment estimez-vous votre sécurité aujourd'hui ?'

⁴ La MINUSCA maintient actuellement une « base d'opérations temporaires » (TOB) à Bakala, ce qui signifie que leur présence n'est pas permanent

Les effets de cette insécurité sont d'abord économiques selon les répondants : 88% des participants mentionnent un manque d'activité économique, 82% la rareté des produits de premières nécessités et le coût de vie élevé et 56% un risque pour la santé et la destruction des infrastructures de l'Etat.

La sous-préfecture de Bakala est historiquement marquée par une forte présence d'éleveurs nomades et semi-nomades. Au regard de la majorité des communautés peuhles parmi ces groupes, les répondants ont tendance à confondre l'activité d'élevage avec ce groupe ethnique. Ces éleveurs sont toujours présents dans la zone mais évitent le centre de Bakala depuis l'arrivée des FACA et de leurs alliés.

Concernant les services publics, ce sont surtout les femmes qui se plaignent du manque de services de santé. En effet, il n'existe qu'un centre de santé qui d'autant plus est mal équipé et difficile d'accès : il se trouve sur l'une des deux rives et le seul moyen de traverser la rivière est le bac manuel. Or, celui-ci arrête les opérations à 18h, ainsi les personnes en besoin de soins – notamment les femmes enceintes ou en train d'accoucher – n'ont accès à aucun soin de santé le soir et la nuit.

En outre, un manque d'eau potable est évoqué dû à la présence de seulement deux forages pour toute la population – un au centre et un dans le site des déplacés. Cette situation pousse des habitants à se ravitailler dans la périphérie de la localité et est source de conflit entre les foyers déplacés et les habitants de la localité. Enfin, l'état déplorable des services d'éducation, marqué par un manque d'enseignants, limite les opportunités futures des enfants de Bakala.

FEMMES

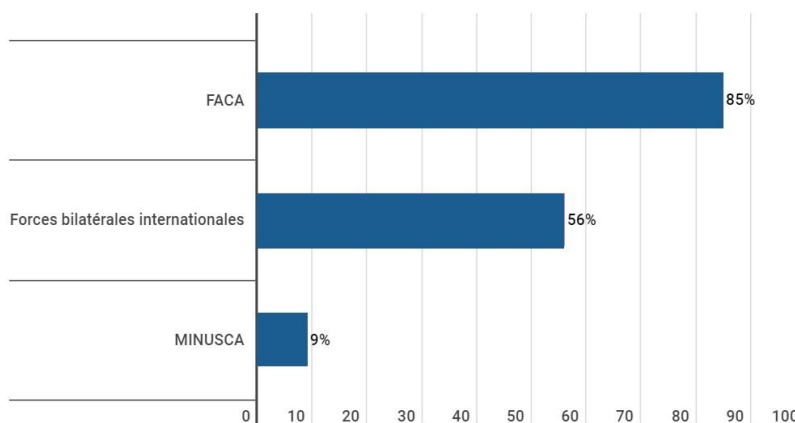
L'insécurité dans la localité touche plus fortement les femmes. 63% des femmes contre 40% des hommes ont dit avoir été victimes d'un abus, notamment des assassinats d'un membre de la famille, de vol de matériel, de violences physiques et de rackets. Trois quarts des femmes disent connaître quelqu'un qui a déjà subi de tels incidents ; un quart des femmes l'ont vécu elles-mêmes.

Selon les femmes, 53% s'estiment en danger de violences basées sur le genre de la part d'un groupe armé. Selon les messages rapportés, ces pratiques sont répandues aux alentours des chantiers miniers.

ACTEURS DANS LES CONFLITS

Depuis l'arrivée des FACA il y a plusieurs mois, 85% des répondants comptent sur eux pour assurer la sécurité. Les alliés des FACA peuvent compter sur le soutien de 56% des participants ; 9% mentionnent la MINUSCA. Les FACA et leurs alliés semblent plus populaires parmi les femmes tandis que 20% des hommes évoquent la MINUSCA. Les groupes armés, quant à eux, sont surtout vus comme source prépondérante d'insécurité.

Les Anti-Balaka, maintenant en coalition avec l'UPC au sein du CPC, ont rejoint ces derniers aux chantiers de Dodé lors de l'arrivée des forces conventionnelles. Néanmoins, ils n'ont pas été désarmés, posant un risque de relance des hostilités. Leur réputation est complexe. Ils sont appréciés pour avoir défendu les intérêts des communautés chrétiennes ; au regard de leur acceptation en tant qu'autorité de l'Etat, ils sont perçus comme coopératifs dans le rétablissement de la



'Qui est le meilleur acteur pour assurer votre sécurité ?'

paix et de la cohésion sociale. Cependant, ces mêmes répondants qui semblent favorables à ce groupe d'autodéfense mentionnent parfois que, dans le passé, ils ont fini par « se comporter encore pire que les Séléka envers les chrétiens qu'ils disaient protéger. »

Les autres groupes armés sont plus régulièrement animés par leur cupidité et leur volonté de contrôler les chantiers miniers et les mouvements aux alentours. Leur présence persistante entrave la libre circulation pour la population, provoquant le malaise économique et sécuritaire. Par ailleurs, les groupes qui contrôlent les chantiers miniers taxent lourdement ces activités et coupent la localité d'une des sources de revenus les plus lucratives de la zone.

D'une part, l'UPC en particulier est décrite par plusieurs répondants comme « à la fois les protecteurs et les bourreaux » des communautés peuhles. Ils semblent abuser de leur bétail encore plus que les autres groupes armés. D'autre part, le FPRC est plus connu pour la taxation des habitants de la localité et les rackets aux barrages routiers.

La MINUSCA est appréciée pour son rôle dans le retour de la stabilité dans la localité. Néanmoins, elle ne serait plus présente en permanence, ayant transformé leurs lieux en base temporaire. Ils restent toutefois populaires parmi les répondants pour les questions de réconciliation et gestion de conflit.

IDENTITÉS, GROUPES ARMÉS ET COHÉSION SOCIALE

Les trois communautés identifiées par les participants sont les chrétiens, les musulmans et les peuhls. Ces derniers sont considérés comme une catégorie séparée, malgré leur adhésion à la confession musulmane, et sont perçus à travers leur activité principale – l'élevage nomade.

Lorsqu'on demande comment ils s'identifient eux-mêmes, l'appartenance au groupe ethnique (88%) semble primer, suivi de la nationalité (41%).

Selon la majorité des répondants, les communautés musulmanes ont en grande partie quitté la zone avant la crise à la recherche d'opportunités économiques autour des chantiers miniers. Ils se seraient installés à Bria, parmi d'autres localités.

Tandis que les éleveurs peuhls fréquentaient la zone en mouvements de transhumance. La relation entre ces communautés a toujours été bonne et basée sur l'échange commercial. Les conflits qui pouvaient exister portaient sur la destruction de champs mais les éleveurs et les agriculteurs avaient généralement recours à des systèmes de résolution à l'amiable.

Néanmoins, la présence du groupe UPC a endommagé ces liens et aujourd'hui les peuhls sont moins bien perçus par la population de Bakala. En effet, une bonne partie des répondants déplorent que les hommes musulmans et peuhls aient pris les armes – faisant l'amalgame entre les communautés et les groupes armés. Par conséquent, les éleveurs ne viennent plus aux centres de Bakala, un choix qui est renforcé par la présence des alliés des FACA qui inspirent parfois la peur au sein des communautés peuhls.

Dans ce contexte, plusieurs répondants demandent des travaux de réconciliation et de cohésion sociale afin de faciliter le retour des passages saisonniers des éleveurs, malgré le conflit potentiel entre les éleveurs et les agriculteurs. L'espoir de faire raviver l'économie semble plus fort. En effet, la plupart des répondants se montrent optimistes concernant la cohabitation pacifique dans l'avenir.

Ce sentiment positif n'est toutefois pas partagé par tous les enquêtés. En effet, un quart maintient des relations hostiles avec les membres des autres communautés – la même proportion qui maintient des relations amicales. Le commerce est le facteur connecteur le plus cité (38%). La grande majorité ne rapporte pas l'existence d'interactions sociales profondes et une minorité significative – chez les femmes même parfois une majorité – refuserait de telles interactions⁵.

Un groupe de jeunes évoque trois piliers de la cohésion sociale avant la crise : les activités communes telles que les matchs de football, les échanges commerciaux mutuellement bénéfiques et le partage des événements culturels et religieux. Selon eux, ces piliers peuvent servir d'inspiration pour la rétablir.

Au-delà des mésententes entre les communautés traditionnelles, une nouvelle division est apparue lors du retour de certains groupes de personnes déplacées. Une partie de ces derniers reprochent à certaines personnes étant restées d'avoir collaboré avec les différents groupes descendants de la Séléka. Il s'agit d'un clivage qui mérite une analyse plus profonde que l'équipe de Concordis n'a pas eu le temps d'effectuer.

RELATIONS AVEC LES GROUPES ARMÉS

Les relations avec les groupes armés, et particulièrement les Anti-Balaka, sont complexes. Malgré les exactions rapportées, ils bénéficient d'un certain soutien car leur objectif initial était de défendre les intérêts des répondants. Cependant, aucun enquêté n'avoue qu'un groupe armé est soutenu par sa propre communauté.

Si la cohésion sociale est moins forte aujourd'hui et la division demeure, les répondants l'expliquent par les actions des groupes armés – surtout la Séléka et leurs successeurs, mais aussi les Anti-Balaka – dans le passé et dans le présent. Ils ont vu la division arriver en 2013 mais ils sentent déjà une amélioration depuis l'arrivée des forces conventionnelles.

En même temps, ils notent la méfiance entre les communautés chrétiennes et musulmanes dans et autour des chantiers miniers sous contrôle des groupes armés : les artisans miniers musulmans seraient moins taxés que les chrétiens. Ainsi, ils voient cette situation comme la preuve qu'en présence des groupes armés, les relations intercommunautaires se détériorent. C'est ainsi que les groupes armés sont tenus responsables de l'insécurité dans la zone.

Néanmoins, tant que les causes d'adhésion des individus aux groupes armés persistent, c'est-à-dire, selon les répondants, la pauvreté (98%) et le manque d'emploi (74%), le risque qu'ils reprennent de l'ampleur demeure. De plus, tant que le groupe d'autodéfense n'est pas désarmé, les groupes armés maintiennent une capacité immédiate de perturber la paix à Bakala.

RÉFUGIÉS – DÉPLACÉS

Bakala accueille des groupes de déplacés d'Ippy, de Bambari et de Bria, ainsi que des villages environnants, parmi d'autres localités. La plupart vit sur le site de déplacés mais certains ont décidé de s'installer à Bakala et ont commencé à construire leur foyer.

⁵ Les répondants étaient demandés s'ils accepteraient (i) de participer à des cérémonies de mariages ou religieuses, à des funérailles ou une danse traditionnelle et (ii) que leurs enfants jouent avec ceux des autres communautés, se marient avec ceux de l'autre communauté et s'ils seraient prêts à héberger un membre d'une autre communauté en cas de besoin.

Les personnes résidentes sur le site des déplacés vivent souvent dans des conditions très difficiles. Les facilités sanitaires sont en mauvais état, menant à des épidémies, leurs abris ne répondent pas aux normes les plus basiques et ils souffrent d'un manque de moyens pour subvenir à leurs besoins primaires.

La plupart des habitants de Bakala auraient fui au cours des dernières années. Par conséquent, les participants disent comprendre la situation des personnes déplacées qu'ils considèrent comme les bienvenues à Bakala. Cet accueil est marqué par des accès aux parcelles afin que ces personnes puissent les cultiver. En outre, les répondants apprécient le soutien apporté aux plus vulnérables par les organisations internationales, mais ils évoquent le besoin de les soutenir davantage pour qu'ils puissent trouver un équilibre viable.

Parmi les personnes déplacées, les opinions sont partagées. Alors que la majorité des enquêtées évoque de bonnes relations avec les communautés hôtes, un groupe de discussion avec des femmes déplacées déplore une mauvaise relation avec les habitants de Bakala depuis qu'une aide des ONG et de la MINUSCA a été apportée aux déplacés.

ÉCONOMIE LOCALE

Les habitants de Bakala considèrent fortement l'impact économique des conflits et de l'insécurité. Lorsqu'on leur a demandé les effets principaux de l'insécurité, 88% des habitants enquêtés ont désigné un manque d'activité économique et 82% ont évoqué une pénurie de produits de première nécessité, tandis que certains ont mentionné la destruction des services de santé.

Traditionnellement, les activités les plus importantes à Bakala sont l'agriculture, l'exploitation minière, l'élevage – avec le passage saisonnier des éleveurs transhumants – le commerce et la chasse.

Avant l'arrivée des groupes armés, la circulation était libre : les agriculteurs pouvaient accéder aux champs, les commerçants et les marchandises pouvaient circuler entre les différentes localités et villes et les éleveurs pouvaient inclure Bakala sur leur route de transhumance. Ainsi, il y avait un échange considérable avec le monde externe et de multiples acteurs pouvaient créer une valeur ajoutée en passant par le centre de la localité, apportant un influx de fonds dans l'économie locale. Ceci permettait aux habitants de Bakala d'atteindre un niveau conséquent de résilience et d'avancer dans leur vie.

Depuis 2013, des pillages ont systématiquement ciblé les réserves accumulées, telles que le capital des commerces, le bétail des éleveurs et les petits ruminants des citoyens, et l'insécurité a poussé les habitants à se déplacer. Lors de ces déplacements, les habitants ne pouvaient pas maintenir leurs champs, ratant ainsi des récoltes et diminuant la qualité des parcelles et semences pour plusieurs années.

L'occupation et la taxation des chantiers par les groupes armés constituaient une réduction des opportunités minières. En outre, des clivages intercommunautaires et l'insécurité ont diminué les échanges intercommunautaires. En effet, selon les répondants, il y a eu des périodes pendant lesquelles les communautés musulmanes et chrétiennes ne se fréquentaient pas.

ÉTAT ACTUEL

De nos jours, l'insécurité dans la périphérie persiste, empêchant les agriculteurs de regagner leurs champs et d'accroître la production. À cela s'ajoute le mauvais état des routes. Si dans le passé, les commerçants pouvaient transporter les marchandises par leur véhicule, actuellement tout est expédié par moto, causant une augmentation des prix. En plus du mauvais état des routes, l'insécurité et le manque de denrées ont mis fin aux avantages d'antan et, ainsi, ont dissuadé les commerçants qui ne viennent plus.

Les artisans miniers viennent toujours régulièrement au centre pour se ravitailler. Mais dû aux lourdes taxes imposées par les groupes armés,

certaines ne peuvent plus effectuer les activités de façon rentable et les autres n'ont pas de grands montants à dépenser.

Le manque de produits de première nécessité et la libre circulation entravée – qui vaut autant pour les chasseurs, pêcheurs et artisans miniers que pour les agriculteurs – constituent aussi une crise économique, voire alimentaire, pour la population locale. Selon plusieurs répondants, cette situation génère une atmosphère généralement tendue dans la localité.

ÉCHANGES INTERCOMMUNAUTAIRES

Néanmoins, les autres communautés se trouvent non loin des centres de Bakala et des échanges commerciaux modestes existent. Lors de la consultation, les éleveurs peuhls se trouvaient à une dizaine de kilomètres sur l'axe Bambari et les autres communautés musulmanes se trouvaient autour des chantiers miniers.

Spécifiquement, à l'aube de la nouvelle saison de transhumance, la plupart des répondants semble préférer le retour des éleveurs dans leurs marchés, malgré les conflits avec les agriculteurs que leurs mouvements entraînent parfois dans la localité. Cependant, comme expliqué dans le chapitre précédent, il sera important d'accompagner leur retour puisqu'une partie de la population maintient encore des sentiments hostiles envers eux.

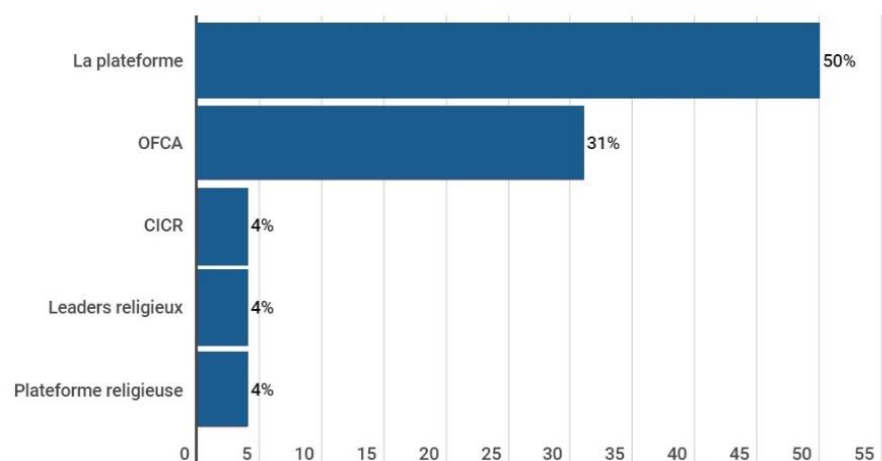
Parmi les habitants enquêtés, 59% vendent des produits aux autres communautés et 62% en achètent auprès d'eux. La quasi-totalité de ces acteurs effectue ces échanges une fois par semaine ou plus et – plus important encore – ils affirment que leur subsistance en dépend.

Ces échanges intercommunautaires constituent une nette amélioration depuis des années où les relations étaient parfois non-existantes. Plusieurs répondants y voient, en combinaison avec le retour partiel des autorités de l'état, une raison pour être optimistes sur l'avenir économique de la ville.

INITIATIVES LOCALES & ENDOGÈNES À LA RÉSOLUTION DE CONFLIT

Lorsqu'on demande qui gère les conflits à Bakala, 41% des répondants désignent une organisation de la société civile et tous mentionnent une organisation des femmes. Les jeunes évoquent les OSC plus souvent que les autres enquêtés. La MINUSCA est aussi évoquée par 38% des participants, notamment par 68% des femmes. 32% des femmes mentionnent aussi les leaders religieux, contre seulement 13% des hommes.

Parmi les OSC, il y a une grande différence entre les réponses des hommes et celles des femmes. Ces dernières préfèrent l'organisation liée à la MINUSCA à laquelle on réfère comme la Plateforme (47%) et l'OFCA (21%) pendant qu'une bonne partie des hommes indique qu'il n'y a pas de telle organisation (53%) et les autres désignent le Conseil sous-préfectoral de la jeunesse.



'Quelles OSC s'occupent de la gestion de conflit ici?'

En cas de dispute interpersonnelle, les répondants préfèrent se diriger vers les autorités locales. 68% se rendraient devant le chef de quartier ou de groupe : ils expliquent que c'est l'instance la plus rapide et qui est acceptée par tous.

Plusieurs personnes évoquent que ces organismes ne sont pas forcément les plus justes, impartiaux ou neutres. En outre, tout le monde s'accorde pour dire que de leur approche d'arbitrage ressortent une partie gagnante et une partie perdante. Cependant, les mêmes répondants sont contents avec ce système.

FEMMES

Les organisations des femmes, notamment l'OFCA et la Plateforme des femmes ne semblent pas avoir joué un rôle particulièrement prononcé dans la réconciliation à Bakala. Néanmoins, 41% des répondants opinent qu'elles rapprochent les communautés et la même proportion mentionne l'OFCA comme active dans la gestion des conflits. 29% opinent, en revanche, qu'elles n'ont pas de rôle du tout dans les conflits de la localité.

Nonobstant, il existe une forte motivation pour accroître leur rôle. 82% trouvent que la société devrait les impliquer dans le leadership de la résolution de conflit.

ACTEURS DANS LA GESTION DES CONFLITS, LA RÉCONCILIATION ET LA CONSOLIDATION DE LA PAIX

En comparaison avec les autres localités consultées, Bakala connaît peu d'organisations de la société civile actives dans la gestion des conflits, la réconciliation et la consolidation de la paix. Depuis le début de la crise, ce sont surtout la MINUSCA et la Plateforme – mise en place par la MINUSCA – qui ont marqué les esprits. Depuis le mois de septembre, il existe aussi un CLPR à Bakala, mis en place par l'ONG COOPI.

Lorsqu'il s'agit de la gestion de conflit et de la réconciliation, les répondants, tout comme les équipes de Concordis, constatent un besoin de renforcer les capacités des membres de toutes les organisations actives en la matière.

Au-delà des organisations citées ci-dessus, il y aurait également une plateforme religieuse œuvrant pour la paix et une plateforme de femmes, mise en place par la MINUSCA en absence de l'OFCA en 2018, avec pour but de défendre la place de la femme dans la société. Ces organisations ne sont pas incluses ci-dessous puisqu'ils n'ont pas été mentionnées par suffisamment d'enquêtés.

Comme le malaise économique est fort, une implication de toutes les organisations dans la relance de l'économie locale est demandée.

COMITÉ LOCAL DE PAIX ET RÉCONCILIATION (CLPR)

Le comité a été mis en place par COOPI en septembre de cette année et est présidé par un pasteur. Comme il n'est pas actif depuis longtemps, il n'a pas encore eu le temps de prendre ces marques. Son objectif est de parvenir à l'ancrage de la culture de la non-violence, de dialogues participatifs et inclusifs pour une réconciliation et une paix durable à Bakala. Ses membres travailleront sur la méfiance intercommunautaire et la scolarité des enfants. Cependant, une formation avancée en impartialité, neutralité et les pratiques de la gestion des conflits et de la sensibilisation semble nécessaire.

Le tableau ci-dessous est basé sur les messages des membres du CLPR.

BUT	Enracinement de la paix et le vivre ensemble dans la localité
THÈMES	Méfiance intercommunautaire Cultiver la non-violence au sein des différentes communautés
ACTIVITÉS CONCRÈTES	Sensibilisation sur la paix et vivre ensemble Sensibiliser les communautés dans la périphérie pour qu'elles viennent s'approvisionner au marché Dialogue entre parties en conflits Sensibilisation sur la scolarité des enfants
PERCEPTIONS COMMUNAUTAIRES	Le comité n'est pas encore connu de la population. Néanmoins, on note l'absence des membres musulmans qui pourrait être abordée.

PLATEFORME (MISE EN PLACE PAR MINUSCA)

La Plateforme est un comité de paix mis en place par la MINUSCA à son arrivée à Balaka fin 2017. Présidée par une femme, il s'agit de l'organisation la mieux considérée par les femmes enquêtées dans la localité. Elle a joué un rôle de premier plan dans le dialogue avec le FPRC en 2018 qui a abouti à son retrait et par conséquent, à une amélioration de la situation – permettant le retour d'une partie des habitants déplacés.

On note également des perceptions très positives de la MINUSCA et du contingent burundais qui était installé à Bakala.

BUT	Rétablir la paix entre les communautés
THÈMES	Paix et réconciliation Place de la femme dans la société
ACTIVITÉS CONCRÈTES	Faciliter le dialogue entre les parties en conflit Sensibiliser sur la paix cohésion sociale et le vivre ensemble Sensibilisation sur le droit des femmes Marches de paix et de sensibilisation
PERCEPTIONS COMMUNAUTAIRES	Très positives. La Plateforme est respectée et écoutée. Elle a la réputation de maintenir de bonnes relations entre les différentes communautés grâce à leurs activités du passé. Cependant, davantage d'efforts pourraient être faits pour plus d'inclusion des femmes et des jeunes dans le processus de paix et dans la société.

ORGANISATION DES FEMMES CENTRAFRICAINES (OFCA)

L'Organisation des Femmes Centrafricaines (OFCA) de Bakala fait partie du réseau au même nom à travers le territoire centrafricain. Elle est seulement évoquée par 21% des femmes et aucun homme enquêté ne l'a mentionnée comme active dans la gestion de conflit. Mais plusieurs enquêtés ont voulu donner leurs avis sur cette organisation, qui semblent généralement bons.

BUT	Représenter les femmes de la localité et défendre leur place et leurs droits dans la société
THÈMES	Cohésion sociale et consolidation de la paix entre les communautés Position de la femme dans la société
ACTIVITÉS CONCRÈTES	Sensibiliser sur la paix cohésion sociale et le vivre ensemble Sensibilisation sur le droit des femmes Faciliter le dialogue entre les parties en conflit Nettoyage de la ville
PERCEPTIONS COMMUNAUTAIRES	Généralement positives mais plus populaire parmi les femmes que les hommes. On note une demande particulière de la part des répondants pour plus d'inclusivité, d'être plus attentifs aux besoins de tous les groupes de la société.

CONSEIL SOUS-PREFECTORALE DE JEUNESSE

La sous-préfecture de Bakala compte aussi un conseil de la jeunesse. Ils sont mentionnés par presque la moitié des hommes mais les femmes n'y pensent pas directement dans le contexte de la gestion de conflit ou la réconciliation.

BUT	Défendre les intérêts de la jeunesse et les représenter sur le plan local
THÈMES	Construction de la paix et la cohésion sociale en milieu jeune
ACTIVITÉS CONCRÈTES	Sensibilisation sur le vivre ensemble Réunions de débat entre les jeunes Activités de désherbage
PERCEPTIONS COMMUNAUTAIRES	Bonnes mais l'organisation est relativement peu mentionnée. Elle serait inclusive au niveau du genre et des différents groupes vivants à Bakala – sauf la communauté musulmane qui n'est pas présente dans la localité. On note une demande pour lutter davantage pour l'inclusion des femmes et des jeunes dans la vie publique.

RECOMMANDATIONS

Pour promouvoir la paix, les habitants enquêtés voient un grand besoin de désarmer les groupes armés (88%), de lutter contre le banditisme sur les axes (68%) et notent le besoin d'accroître les efforts dans la consolidation de la paix, la gestion des conflits et la réconciliation (62%).

Spécifiquement, un groupe de jeunes a précisé que la cohésion sociale et la paix étaient, auparavant, basé sur trois piliers dont les habitants de la localité pouvaient s'inspirer pour retrouver la stabilité. Il s'agit des activités communes entre les communautés telles que les matchs de football, les échanges commerciaux mutuellement bénéfiques et le partage des événements culturels et religieux.

En outre, les participants aux plusieurs groupes de discussion ont expliqué que la paix entre les communautés et la libre circulation sont essentielles pour l'avenir de la localité. Ce sont les conditions à base de laquelle ils pourront reconstruire l'économie locale, favorisant toutes les communautés, consolidant ainsi le vivre ensemble. Pour atteindre la libre circulation, il faut, toujours selon eux, passer par le réaménagement des routes et trouver une solution pour la présence des groupes armés.

On note également des demandes spécifiques de la part de l'organisation des personnes handicapées qui déplorent une marginalisation de ces derniers par tous les acteurs à Bakala, allant de leurs propres communautés jusqu'aux autorités locales et les organisations internationales. Ils souhaitent que les personnes vivant avec un handicap soient prises en compte à part entière dans la vie publique et dans le relèvement économique qu'ils espèrent voir à Bakala.

COHÉSION SOCIALE

Les années de discours sectaires par les groupes armés ont laissé des traces dans les communautés de Bakala. L'une des recommandations les plus répétées est l'organisation de dialogues inclusifs et de sensibilisations pour le vivre ensemble et la gestion non-violente des conflits.

Les répondants ont précisé que, dans le passé, certains types d'activités ont réussi à rassembler les membres des différentes communautés. Notamment les tournois de football, des théâtres et des danses traditionnelles ont tendance à rapprocher les communautés physiquement et mentalement. Dans le même but, un centre de jeunes et un lieu de rencontre pour les femmes sont proposés pour réunir les habitants de toute la localité.

Ils préconisent spécifiquement que les ONG prennent ces activités en charge, tout en soutenant et formant les OSC de Bakala pour qu'elles puissent poursuivre ce travail à long terme.

RETOUR DES PEUHLIS

Un des résultats clés attendus de ces activités est le retour des interactions avec les communautés peuhles. De la part des habitants de Bakala, l'espoir de ces rencontres semble majoritairement motivé par les besoins économiques. Plusieurs répondants ont, en revanche, évoqué une crainte ressentie par les éleveurs peuhls d'être soumis à des exactions des forces de l'ordre. Les opinions des membres de ces communautés n'ont pas pu être recueillies par manque de temps.

RELANCE ÉCONOMIQUE

Au regard du mauvais état de l'économie locale, une grande partie des recommandations des habitants consultés étaient en lien avec un relèvement économique espéré afin de pouvoir s'occuper « en toute dignité » des besoins de leurs familles. Pour atteindre cet objectif, ils voient un réel besoin d'intervention des ONG. Mais l'action de l'Etat est aussi préconisée, notamment dans l'accompagnement des ONG et pour libérer la circulation, actuellement entravée par les routes défectueuses et la présence des groupes armés.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Plusieurs répondants préconisent l'organisation de formations professionnelles pour que les habitants, et particulièrement les jeunes, puissent acquérir des compétences et commencer à exercer un métier. Cela leur facilitera le développement d'une activité économique et les empêchera d'adhérer aux discours des groupes armés. Les activités spécifiques mentionnées sont : la couture, la menuiserie, la maçonnerie, la conduite, l'informatique et la mécanique.

DÉVELOPPER LES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

Afin de pouvoir appliquer les compétences acquises, des opportunités économiques doivent exister. Dans ce cadre, les répondants recommandent des projets pour soutenir des activités génératrices de revenus et de Cash for Work. Le projet Londo a été cité comme un exemple.

Spécifiquement, un soutien aux activités existantes est préconisé, telles que l'agriculture à travers les semences de qualité et le commerce à travers des services financiers. Un soutien est également nécessaire pour l'organisation des activités en groupements, notamment agricoles, afin d'augmenter l'efficacité des activités. Cet appui permettra aux habitants de combler les pertes de capital et de résilience qu'ils ont accumulés lors des crises.

LIBRE CIRCULATION

Selon les répondants, rien n'est possible dans la localité sans un rétablissement de la libre circulation. C'est la condition de base pour permettre aux agriculteurs d'aller dans leurs champs, aux artisans miniers d'aller aux chantiers, aux commerçants de voyager et de faire circuler les marchandises, aux pêcheurs et chasseurs de se rendre dans les zones pour effectuer leurs activités et aux éleveurs de venir échanger dans les marchés. À ce jour, deux grands obstacles entravent la libre circulation: le manque de sécurité et l'état de l'infrastructure, notamment routière.

SÉCURITÉ

Forces de sécurité

Les habitants sont satisfaits avec l'amélioration de la sécurité à Bakala mais regrettent qu'elle se limite aux centres de Bakala. Pour consolider la cohabitation intercommunautaire et atteindre un relèvement économique, il est essentiel que les axes et la périphérie soient également sécurisés.

Ainsi, beaucoup d'habitants préconisent le retour effectif de la police et de la gendarmerie ainsi que de déployer les FACA et leurs alliés sur les axes. Ce dernier est essentiel pour libérer les localités de la présence des groupes armés. À Bakala, contrairement aux autres localités consultées, la demande d'action militaire est presque aussi forte que la demande de désarmement des groupes armés.

Désarmement des groupes armés

Cependant, plus que la moitié des répondants préconisent aussi de dialoguer avec les groupes armés dans la périphérie et dans les chantiers miniers pour les convaincre de se désarmer et d'offrir aux combattants l'opportunité de réintégrer la communauté.

INFRASTRUCTURE

même si la sécurité était assurée sur les axes, la libre circulation ne serait pas encore acquise. Les routes qui relient Bakala à d'autres localités et aux grandes villes sont en mauvais état. Les commerçants se plaignent qu'ils doivent actuellement transporter les marchandises par moto au lieu de leur véhicule, ce qui a entraîné l'augmentation des prix. Les répondants préconisent donc l'aménagement des routes pour faciliter la circulation des biens et personnes.

En outre, plusieurs répondants ont demandé l'installation d'un réseau téléphonique dans leur localité pour faciliter les échanges avec les autres localités. Un point spécifique pour Bakala est le vœu de connecter les deux rives de la Ouaka par un pont. Et finalement, un réaménagement de la gare routière et du marché sont évoqués.

SERVICES PUBLICS

Les habitants consultés déplorent un manque d'accès aux services publics. Il y a seulement un centre de santé qui est injoignable pour les habitants du côté ouest de la Ouaka à partir de 18h par manque d'options pour traverser ladite rivière – causant des problèmes pour les urgences tels que les accouchements. Et il y aurait seulement 2 forages d'eau fonctionnels, à l'origine de pénuries d'eau potable.

En termes d'éducation, beaucoup de parents se plaignent du manque d'infrastructure et d'enseignants qualifiés. Pour eux, cela signifie qu'ils auront moins d'opportunités à l'avenir.

SOUTIEN AUX DÉPLACÉS

Finalement, les répondants préconisent un soutien aux déplacés qui n'ont pas encore pu retourner à Bakala ainsi que ceux résidant dans le site de déplacés de Bakala. Parmi les deux groupes, il existe de grands besoins de soutien de réinstallation afin de faciliter un retour effectif et une réintégration économique chez eux.

ANNEXES

MÉTHODOLOGIE

Ces consultations visent à éclaircir les perceptions et les opinions des communautés et populations locales, et plus spécifiquement la voix des communautés qui ont tendance à n'être ni entendues ni prises en compte. À ce titre, l'étude porte une attention particulière aux femmes et à la jeunesse, tout en gardant à l'esprit que dans chacune de ces localités, certaines parties de la population sont moins écoutées que dans d'autres.

Concordis mise sur une collecte pure d'information afin de valoriser les messages que les interlocuteurs souhaitent passer, évitant inductions et biais de confirmation. Concordis opte pour une approche qui combine analyse quantitative et qualitative – dans les mesures du possible, au regard des limites financières et contraintes temporelles de cette étude. L'aspect quantitatif permet de mesurer la prévalence des perceptions et opinions et de les stratifier selon le sexe, l'âge, le métier, le groupe ethnique et la religion. Au-delà des chiffres, les échanges approfondis menés avec les membres des différentes communautés et les principaux acteurs de la localité fondent la collecte des données qualitatives permettant de comprendre les significations des réponses prévalentes. Additionnellement, les équipes de Concordis observent les interactions, tensions et activités dans les localités et leurs analyses directes sont prises en compte en détail pour le contexte.

L'étude qualitative repose sur des groupes de discussion avec des segments ciblés de la population ainsi que des entretiens individuels semi-directifs avec des acteurs clés dans la localité et/ou dans les conflits. Comme indiqué ci-dessus, l'étude vise essentiellement à élever les voix des communautés pour comprendre leurs perceptions. Par conséquent, les groupes de discussion avec les membres des différentes communautés ont été prioritaires. L'accent a été mis sur les :

- Groupes ou associations de femmes
- Groupes ou associations de jeunes
- Groupes d'habitants
- Groupes de certains métiers ou associations professionnelles

Les entretiens individuels sont utilisés à la fois pour approfondir des questions qui n'ont pu être longuement ou aisément détaillées en groupe pour des raisons sociales et pour évaluer si les membres proéminents des communautés, voire les membres de groupes armés, ont des perceptions partagées avec communautés elles-mêmes. Les interrogés incluent des préfets, des sous-préfets, des maires, des chefs de quartier, des leaders d'associations de femmes, de jeunes et d'autres OSC. Ces activités sont menées par deux de nos équipes centrafricaines dotées de riches expériences dans les consultations et les formations.

La conduite des entretiens a également reposée sur une démarche inclusive. Concordis a mis en place des conditions favorables aux consultations en restant à l'écoute des peurs et des souhaits des communautés afin de cartographier les solutions potentielles. Au regard de la nature de ces consultations, la question de la cohésion sociale a joué un rôle crucial dans la formulation des questionnaires, abordant le plus largement possible les interactions sociales et commerciales entre communautés, les dynamiques de conflits en interrogeant sur les peurs et la confiance, et la résolution du conflit en interrogeant sur la médiation et les griefs. Là encore, comme toute consultation en temps limité, cette étude ne prétend pas à l'exhaustivité sur la variété des thématiques abordées.

RAPPORT DE FORMATION

PLAN D'ACTION DE SOLIDARITÉ - KOUANGO